

LUTTE

OUVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: ROSAN GIRARD	Page 1
A NOUVEAU LA MINE TUE!	Page 5
HAUSSE DES TRANSPORTS	Page 7
LE SOCIALISME EN SUÈDE	Page 9
L'A.G.E.G.	Page 11
RÉPRESSION DES LYCÉENS A P.-A.-P.	Page 13
MARTINIQUE: SCANDALE DE COLSON	Page 15
GUADELOUPE: L'AFFAIRE DANJOIE	Page 17
GUADELOUPE: LUTTES OUVRIÈRES	Page 19
MOYEN-ORIENT	Page 21

PRIX : 1,00 Fr.

N° 38 -- 15 février 1970

EDITORIAL

ROSAN GIRARD ROMPT AVEC LE P.C.G.

Le 6 décembre 1969, Rosan Girard donnait une conférence de presse dans la ville du Moule, à la Guadeloupe. Puis un "appel au Peuple Guadeloupéen" était lancé par le même Girard. Et enfin, le 29 janvier 1970 paraissait le n°1 du journal "Le Combat Guadeloupéen", organe du "Rassemblement Guadeloupéen Anticolonialiste et Progressiste" dirigé par Girard.

Comme on le voit, celui-ci vient d'opérer, tambour battant, sa rentrée après cinq ans d'absence de la scène politique.

L'évènement n'est pas sans importance, dans la mesure où Rosan Girard conserve encore, à la Guadeloupe, de nombreux partisans, ouvriers, paysans, membres et ex-membres du P.C.G. Il faut ajouter aussi, qu'après des années de tractations de toutes sortes et d'hésitations, Girard vient en fait de rompre avec le PCG, dont il fut longtemps le secrétaire général.

Cette rentrée politique et la création d'un nouveau parti politique marquent-elles un progrès pour le prolétariat Guadeloupéen ? La rupture de Girard avec le PCG se fait-elle sur les positions du prolétariat ?

Il n'en est rien. Et l'analyse des thèses de l'ex-secrétaire Général du PCG. peut le montrer aisément. Celles-ci sont contenues dans l'"Appel au Peuple Guadeloupéen". Celui-ci affirme que: "les guadeloupéennes et Guadeloupéens de toutes races, de toutes convictions philosophiques et religieuses, organisés et inorganisés peuvent et doivent se rassembler en une formation politique nouvelle, ...".

Rappelant ce qu'il avait écrit dans l'ETINCELLE du 28 février 1961, Girard définit ainsi les perspectives politiques qu'il offre: "La Guadeloupe se trouve en face de sa libération politique, en face de sa révolution nationale, une révolution nationale qui nous paraît avoir ceci de spécifique, qu'elle peut se faire sans violence, sans rupture avec le pays colonisateur et dans le cadre d'un contrat d'association avec lui, tout en ayant un contenu potentiel, politique et économique, de révolution sociale en développement, dans la forme libérale d'une démocratie parlementaire classique." (soulignés par nous).

On voit donc que Girard ne se situe nullement sur les positions du prolétariat, ni en ce qui concerne le parti qu'il veut

créer, ni en ce qui concerne les objectifs politiques. Il se place purement et simplement sur le terrain du nationalisme démocratique bourgeois ; et encore d'un nationalisme extrêmement modéré, puisque, à plusieurs reprises, dans son "appel" il condamne toute forme de violence en s'en prenant aux "aventuristes", aux partisans de la "guerre de libération nationale". La voie qu'il a choisie est "la voie pacifique".

Girard oublie tout simplement que ce ne sont pas les masses qui choisissent la voie violente ou la voie pacifique, mais que ce sont les exploités capitalistes et impérialistes qui imposent la violence à ceux qui veulent se libérer de l'oppression. L'exemple de Mai 67 à Pointe-à-Pitre est encore tout frais dans toutes les mémoires.

Ce que veut réaliser Girard est simple à comprendre. N'ayant foi ni dans la lutte du prolétariat antillais, ni dans celle du prolétariat des pays développés, n'ayant aucune confiance dans la politique des bureaucrates de Moscou qui furent pourtant ses maîtres à penser, ou dans leur possibilité d'aider un mouvement révolutionnaire, Girard veut tout simplement se donner une assise politique large, "nationale" qui lui permettra de se présenter en "interlocuteur valable" à l'impérialisme français. Il espère ainsi montrer aux capitalistes français qu'ils leur est possible de conserver les "gros intérêts" et "les capitaux" qu'ils ont investis, tout en confiant aux Guadeloupéens la gestion de "nos intérêts propres".

En écrivant et en disant cela, Girard trompe le peuple guadeloupéen et entraîne les ouvriers à une démission de leur propre lutte pour faire confiance aux vertus du "dialogue".

Le colonialisme français a de gros intérêts à la Guadeloupe, c'est vrai mais précisément, ces intérêts ne résident pas seulement dans le commerce, mais encore dans l'exploitation forcée des travailleurs (chômage, bas salaires, licenciements massifs, non respect des lois les plus timides, etc...). Ces intérêts résident dans le monopole sur les terres cultivables (propriétés foncières) ; ils résident également dans le monopole commercial (celui de la Compagnie Générale Transatlantique, d'Air France), dans la protection douanière, etc...

On voit donc que c'est un système entier qu'il faut bouleverser de fond en comble, si l'on veut que le colonialisme soit "liquidé". A moins que l'on veuille créer un état où quelques marionnettes à la Senghor veilleront à la défense des intérêts du colonialisme, bénéficiant pour eux et une petite clique de quelques miettes jetées par les colonialistes.

Girard écrit d'autre part, que par les moyens qu'il préconise, nous pourrions "liquider le sous-développement" ceci grâce au "capitalisme d'Etat", appuyé par "un secteur économique capitaliste libre mais contrôlé, un secteur économique d'artisans et de paysans individuels, un secteur coopératif privilégié, ouvrant la voie à un socialisme guadeloupéen original".

Il faut que la notion de "socialisme" ait été bien galvaudée, et en particulier par les congénères stalinien de Girard, pour que celui-ci ose prétendre que son rassemblement national, puisse conduire la Guadeloupe au Socialisme.

Le Socialisme tel que MARX l'a défini, c'est-à-dire le socialisme moderne, ne peut se créer qu'à partir du plus haut niveau de développement

économique atteint uniquement par un petit nombre de pays capitalistes. Et ce n'est que si les travailleurs instituent leur pouvoir politique dans ces pays que le développement économique des pays sous-développés pourra, à ce moment là, se réaliser, grâce à une planification mondiale de l'économie.

Dès lors, les tâches des communistes, des véritables communistes, apparaissent clairement dans les pays sous-développés : lutter pour la création de partis communistes révolutionnaires dans ces pays, donc lutter pour l'organisation du mouvement ouvrier dans ces pays ; cela conduit à placer le prolétariat en tête de toutes les luttes nationales, y compris la lutte contre le colonialisme. Cette question, comme tout autre, le prolétariat doit l'aborder sous l'angle révolutionnaire, c'est-à-dire entraîner le peuple à la lutte farouche pour arracher la liberté nationale la plus totale. Pour ce qui est du développement économique les communistes doivent montrer que si celui-ci ne peut-être effectif sans l'apport économique des nations industrialisées, le pouvoir exercé par le prolétariat dans un pays sous-développé est la voie la plus courte pour hâter la venue du socialisme. Dans un monde à l'équilibre fragile où les conditions du socialisme mondial sont plus que mûres, il suffira que le prolétariat prenne le pouvoir, même dans un petit pays, pour que les jours de la bourgeoisie soient comptés. Toutes les luttes, les grèves, les occupations d'usines, les manifestations de rues, les guerres localisées, montrent que l'assise même du capitalisme est minée. Il suffira que la chaîne impérialiste soit rompue quelque part pour que les conditions d'une offensive prolétarienne généralisée se réalisent.

On ne peut, à notre époque, concevoir la politique révolutionnaire et la transformation des sociétés du globe, autrement que sous l'angle de l'internationalisme prolétarien. Or celui-ci passe dans chaque pays par la prise du pouvoir par la classe ouvrière, aidée et dirigée par son parti

Girard ne pose pas tous ces problèmes, il préfère promettre aux masses travailleuses un "Socialisme original", qui en fait ne pourrait être qu'une société bourgeoise et encore sous-développée. Dans une telle société où, comme le dit "l'Appel", "la bourgeoisie nationale au lieu d'être combattue sera protégée et aidée..." les travailleurs et les paysans, devront suer sang et eau pour permettre une hypothétique accumulation primitive du capital nécessaire au développement.

Pour nous, contrairement à Girard et aussi aux autres courants nationalistes, il faut dire la vérité en face aux travailleurs.

Ni autonomes, ni indépendantes, les Antilles, n'atteindront pas un haut niveau de développement économique.

Pourtant nous appelons les travailleurs à lutter farouchement contre l'impérialisme jusqu'à l'indépendance et après l'indépendance, car pour nous ce sera un pas de fait dans la voie de l'anéantissement total de l'exploitation capitaliste.

Nous pensons aussi, qu'il n'est pas indifférent aux travailleurs que la société antillaise, soit dirigée, même pauvre économiquement, par eux plutôt que par la bourgeoisie. Voilà le véritable langage d'un communisme.

Mais à la vérité comment aurait -on pu attendre de Girard qu'il tienne un tel langage. Passé par l'école stalinienne qui a toujours dirigé les travailleurs dans les voies de garage du réformisme, accomodé à toutes les sauces, Girard est arrivé au bout de son évolution à une position de démocratisation bourgeois tout pur. Il n'y a pas de contradiction entre son passé et son présent, tout se tient, Girard n'a jamais voulu la dictature du prolétariat, il ne la veut toujours pas.

FRANCE :

A NOUVEAU

LA

MINE TUE !

Encore une fois des mineurs ont payé de leur vie la soif de profit toujours plus grande des capitalistes.

En effet, à Fouquières-les-Lens dans les bassins du Pas-de-Calais un coup de grisou fit une quinzaine de morts et plusieurs blessés, dont certains grièvement. Ce n'est pas la première fois que cela se produit et le souvenir d'un évènement semblable survenu le 2 février 1965 dans la région faisant 21 victimes, n'est pas complètement effacé.

Evidemment, les ministres, préfet et autres profiteurs, ce sont rendus dans la région pour présenter leurs condoléances aux familles des victimes et aux blessés. Ce geste symbolique, caractérise l'hypocrisie de la bourgeoisie, alors que les véritables responsables, sont ceux-là même : ministres, préfets et autres suppôts du capital, dont le profit est sacré, ne reculant devant rien, même les risques graves qu'encourent les travailleurs, pour obtenir le profit maximum.

D'autre part, comme en pareille circonstance, une enquête est ouverte. Cependant, il n'en est point besoin, car elle ne révélera rien que les mineurs ne sachent déjà quant aux causes réelles de la catastrophe. Ils savent bien que les véritables coupables sont les capitalistes, ceux qui au mépris de la vie des ouvriers, leur imposent les pires conditions de travail : à Fouquières, le remplacement des ventilateurs défectueux dans les galeries, n'était pas terminé - notons que d'autres travailleurs s'en sont occupés durant toute la nuit précédant la catastrophe - de plus l'électricité était toujours coupée à cause des travaux de remplacement ; malgré cela les mineurs durent descendre tout de même dans les galeries. Il est reconnu que l'absence d'une ventilation suffisante et continue augmente considérablement les risques d'explosion dans les galeries souterraines.

Le secteur minier est d'une rentabilité de plus en plus décroissante en raison de la concurrence toujours plus vive des autres sources d'énergie. La bourgeoisie ne veut pas abandonner ce secteur car les capitaux investis restent importants et elle entend en tirer le maximum de profit, quitte à augmenter les risques pour les travailleurs ; parfois à passer outre les règlements et les mesures de sécurité propre à limiter ces risques.

Donc, c'est sans égard pour la vie des travailleurs que la bourgeoisie continue leur exploitation forcenée avec du matériel qui n'est plus adapté aux nouvelles conditions de travail, des méthodes désuetes

qui présentent des risques plus graves pour les mineurs : les fouilles atteignent souvent plusieurs centaines de mètres.

Devant ces conditions de travail déplorables, conséquences de la rapacité des bourgeois, la vie des travailleurs est constamment menacée. Ceux-ci devront, à l'exemple des mineurs espagnols, exiger un équipement adéquat aux conditions de travail dans les galeries, en attendant leur fermeture complète ce qui est possible car, au XXe siècle, obliger des ouvriers à descendre à des dizaines de mètres sous terre alors qu'il existe d'autres formes d'énergie, comme l'énergie électrique qui pourraient être plus largement utilisées, c'est exposé inutilement des vies d'hommes. Cela ne peut être changé que par un système social où l'intérêt privé -le profit - ne sera pas le seul mobile de toute activité de l'homme.

MAX RODON

HAUSSE DES TARIFS DES TRANSPORTS A PARIS

Dans les derniers mois de l'année 1969, il était question de relever les tarifs du métro et de la SNCF, ceci dans le but de faire face au déficit toujours croissant de ces services publics. Selon les estimations de spécialistes, le prix du ticket devrait être porté à 1,06 (2ème classe) afin d'éponger le déficit et d'assurer une gestion "saine" du métro. Cette hausse, pensaient-ils, était inopportune du fait de la tension sociale existant actuellement. Le Principe de l'augmentation fut néanmoins retenu. Après bien des discussions, le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas décida finalement d'une augmentation moindre en deux étapes.

La première intervenue le 1er février est de 16,66 % pour le métro et de 11 à 25 % pour les lignes de banlieue de la SNCF.

La deuxième hausse interviendra le 1er juillet et sera du même pourcentage. On peut résumer ce processus, pour le métro, dans le tableau suivant:

	Avant Juil. 67	Après Juil. 67	Fév. 70	Juil. 70	Augmen- tation
Carte	3,00	4,80	5,60	6,40	3,40
Carnet	3,70	6,00	7,00	8,00	4,30

Nous constatons qu'en l'espace de trois ans les transports publics parisiens ont plus que doublé de prix.

En contre-partie de cette augmentation, le gouvernement, nous offre des moyens de transports intolérables : la plupart des rames du réseau métropolitain date d'avant-guerre, donc inadaptées à l'évolution démographique de Paris et sa banlieue ; les queues sont interminables aux stations de bus, bus qui, d'ailleurs, sont très rares sur certaines lignes ; cela oblige à des attentes prolongées allant parfois jusqu'à 1/2 h., 3/4 h. Les rames sont bondées et aux heures de pointe il est à peine possible de circuler dans le métro. Les longues files d'attente s'allongent de plus en plus, partout : aux guichets de billets, aux correspondances, sur les quais, etc..., cette situation est rendue plus difficile par une nouvelle réglementation; depuis quel-

que temps, le temps d'arrêt (très court) des rames à chaque station est fixé sans tenir compte du nombre de voyageurs qui y descendent ou qui y montent. Cette (1) amélioration du trafic (selon la direction) n'a fait que provoquer le désordre et un profond mécontentement des voyageurs. Les travailleurs sont les plus touchés car voyager entassés les uns contre les autres dans l'atmosphère irrespirable du métro, après une journée de travail ne peut qu'occasionner une fatigue supplémentaire tant physique que nerveuse, ce qui est à l'origine d'incidents assez fréquents.

Cette nouvelle hausse de tarif n'a fait qu'ajouter au mécontentement des travailleurs. Les diverses manifestations du 2 février en témoignent, car si elles ne furent organisées que par les militants du PSU, de Lutte Ouvrière et d'autres groupes d'extrême gauche, elles recueillirent pourtant la sympathie active de nombreux voyageurs.

C'est ainsi que dans plusieurs stations, des voyageurs refusèrent de payer en signe de protestation contre les hausses.

Ces manifestations sont restées relativement isolées, cependant elles n'en restent pas moins significatives, car elles peuvent être considérées comme un avertissement au gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas qui ne saurait impunément faire supporter aux travailleurs leur incurie dans la gestion des services publics.

OGIER.

(1) nouvelle invention dont le but consiste en une amélioration...

LE « SOCIALISME » SUÉDOIS

A L'ÉPREUVE

Le 9 Décembre les ouvriers des mines de fer de Laponie (Suède) se mettaient en grève. Ils n'ont repris le travail que le 4 février, deux mois plus tard. D'autre part, dans ce pays aux relations sociales policées (grèves avec préavis, négociations menées en haut lieu par les "sommets" patronaux et syndicaux, reprise du travail précédant les négociations etc..) ; cette grève dure et "sauvage" est un phénomène inhabituel. C'est que sa signification dépasse le cadre des luttes pour une augmentation de salaires ou une amélioration des conditions de travail. Il s'agit d'une remise en cause du climat de "bonne entente" qui règne depuis longtemps en Suède.

Dans ce pays, le gouvernement est depuis longtemps aux mains des sociaux-démocrates, c'est-à-dire de gens qui, tout en se proclamant socialistes, s'accrochent fort bien des formes capitalistes de production et de l'aide financière et technique de l'impérialisme américain. Ces gens se disent partisans du dialogue avec les syndicats (où leur propre parti est d'ailleurs prédominant), et prétendent régler "en famille" les différends entre les ouvriers et leurs employeurs (grosses firmes capitalistes ou Etat-patron).

Cette politique, que les sociaux démocrates pratiquent effectivement, a été rendue possible non par leur habileté ou leur bonne volonté, mais par un concours de circonstances. Autrefois pays de céréales et de forêts, la Suède est venue assez tard dans le concert des nations industrialisées (début du XXe siècle). Cette situation comporte des inconvénients mais parfois des avantages. La Suède a bénéficié de l'apport financier et technique des premières puissances ; aussi, sans connaître le stade de la manufacture elle s'est directement équipée des usines les plus modernes. Son industrie a même souvent dépassé, en rendement et en qualité, celle des capitalistes français et anglais qui regimbaient à l'idée de moderniser leur outillage. De plus, ce pays a eu la chance, en régime capitaliste c'en est une, de voir ses concurrents européens affaiblis par les deux guerres mondiales. Enfin, les capitalistes suédois ont eu l'intelligence d'investir leurs capitaux dans des domaines où il y avait encore des marchés à conquérir (construction navale et commerce maritime notamment). Tout cela, joint à la richesse des mines de fer du pays, explique le sort relativement privilégié des ouvriers suédois : plutôt que de se heurter à une classe ouvrière qui deviendrait vite aussi offensive

que numériquement puissante (comme ce fut le cas en Russie en 1917), les puissances d'argent préfèrent chercher à l'intégrer quitte à payer de hauts salaires et quelques charges fiscales.

Seulement il est impossible que cette politique réussisse indéfiniment. Les dirigeants syndicaux, réformistes sociaux-démocrates (ou "communistes") peuvent bien se contenter de négociations au sommet autour des tapis verts de Stockholm ; les ouvriers, eux, se rendent compte de plus en plus que cela ne réalisera jamais entièrement leurs aspirations. Car même ces ouvriers "aisés" ont des problèmes de classe. Leurs salaires sont élevés soit, mais, ils ont droit aussi aux cadences de travail les plus élevées du monde ; alors qu'à l'opposé les autres catégories sociales (cadres, professionnels, capitalistes) conservent leurs privilèges culturels et financiers. Que sont donc alors les ouvriers, sinon des bêtes à produire une richesse dont d'autres profitent ? La grève aboutit donc à briser ce prétendu "pacte social" où les ouvriers, quoiqu'il semble, sont toujours perdants. Elle est une reconnaissance de fait de la loi de la lutte de classe. Voilà pourquoi elle bouscule les habitudes et s'effectue par dessus la tête des syndicats réformistes. C'est ainsi que les grévistes refusèrent de se faire représenter par les bureaucrates syndicaux et élirent leur propre comité de grève.

Evidemment, il ne faut pas surestimer l'importance de cette grève "sauvage" (qui en a pourtant entraîné une autre chez les dockers le 10 février) les ouvriers ne sont pas encore prêts à des actions plus dures (manifestations, occupation d'usines, séquestration de patrons etc.). Mais ils ont désormais compris que cette société n'est pas la leur et qu'il leur faudra en construire une autre.

Belle leçon en tout cas pour tous ceux qui, de par le monde, vantent à longueur de journée les mérites du socialisme suédois.

P. JEAN - CHRISTOPHE

A. G. E. G. : NOUVEAU JOURNAL...

MÉTHODES ANCIENNES

L'Association Générale des étudiants Guadeloupéens vient de publier un journal "Le Patriote Guadeloupéen". C'est une bonne chose que l'A.G.E.G. se donne enfin un moyen d'information qui, nous l'espérons, ne connaîtra pas le sort malheureux de "MATOUBA" et du "Bulletin de l'Etudiant Guadeloupéen".

Si les étudiants sont capables de faire de ce journal leur journal et non celui d'un petit groupe de "dirigeants" siégeant sur les hauteurs éthérées d'un Comité Exécutif non contrôlé par la base de l'Association, ce sera une très bonne chose.

Mais malheureusement, si l'A.G.E.G. fait paraître un nouveau journal, il apparaît, dès ce premier numéro, que les méthodes de l'équipe dirigeant l'association étudiante n'ont point changé.

Pour se situer par rapport aux courants politiques existants, "Le Patriote Guadeloupéen" explique ses propres positions et lance une série d'imprécations contre les courants avec lesquels il n'est pas d'accord. Seul le GONG trouve grâce à ses yeux, sans plus d'explications d'ailleurs. En particulier le courant que nous représentons à droit à plusieurs attaques injurieuses du style : "Lutte Ouvrière... (moune ki ka couri la di ri la ka gonflé)", ou encore "ces pêcheurs en eau trouble..., etc... font un travail de sape, etc..., une division orchestrée par les gens de Lutte Ouvrière... etc...".

Il s'agit là d'un mélange de basses calomnies et d'affirmations gratuites caractéristiques des méthodes utilisées par les dirigeants de l'A.G.E.G.

Si nous reprenons la chose, ce n'est pas tant parce que notre organisation craint l'effet de ces calomnies, mais bien plutôt parce qu'elles font du tort à l'A.G.E.G. elle même.

Nous savons de plus, que toutes ces affirmations gratuites et calomnieuses ne sont ni comprises, ni reprises par la majorité des membres de l'A.G.E.G., nous savons qu'elles sont le fait de la petite minorité qui s'accapare actuellement la direction de l'A.G.E.G.

La confrontation des idées et des programmes, la lutte d'idées politiques ont du bon et nous ne les craignons point, mais

on ne peut les remplacer ni par la calomnie, ni par les injures, ni par les simplifications abusives. Ce sont là des méthodes héritées du stalinisme. De telles méthodes ont gangréné le mouvement ouvrier et l'ont conduit à des échecs répétés depuis plus de quarante ans.

Si l'A.G.E.G. utilise aujourd'hui de tels procédés de "discussion" cela ne peut prouver qu'une chose, outre le délire de persécution dont elle souffre, se croyant attaquée de toute part, c'est que ceux qui la dirige n'ont pas confiance dans leurs propres idées politiques. Sinon, ils n'hésiteraient pas à les confronter aux thèses qu'ils jugent fausses. Ils ne craindraient pas de procéder à une véritable critique de ces thèses présentées dans leur vérité initiale et non déformées comme ce fut déjà le cas pour nos propres positions.

En procédant ainsi, la direction de l'A.G.E.G. et le courant politique qu'elle représente veulent créer chez les étudiants un sentiment de défiance instinctif vis à vis de nous, et non motivé par le résultat d'une analyse politique de nos positions. En agissant ainsi, la direction de l'A.G.E.G. joue pleinement le rôle de diviseur qu'elle impute aux autres, elle veut abolir la discussion au sein de l'Association comme entre les différentes organisations politiques.

Mais la tentative est vouée à l'échec, comme les précédentes. Le GONG qui nous traitait d'agent de la C.I.A., à une époque, y a perdu son temps, certains dirigeants et militants de l'A.G.T.A.G. qui orchestraient, en sourdine, une campagne de calomnie contre nous, il y a deux ans, y ont aussi perdu le leur ; l'A.G.E.G. y perdra aussi le sien si elle persiste dans cette voie.

De toute façon, les membres de l'A.G.E.G. et les étudiants dans leur ensemble seront juges et nous en sommes certains, condamneront vigoureusement de tels procédés.

Georges RASSAMY

A POINTE-A-PÎTRE

LA RÉPRESSION COLONIALISTE

VISE LES LYCÉENS

A la rentrée scolaire 69-70, le Comité d'Action des élèves du "Technique" faisait paraître un tract protestant contre l'état lamentable des conditions d'enseignement, et dévoilant le rôle peu reluisant d'un ancien élève, Roger MIRRE qui servait de mouchard et de flic à tout faire du directeur, appelant même, au besoin, les forces de l'ordre.

A la suite de ce tract, Roger Mirre, intenta un procès pour diffamation contre un élève, PALLAS, l'accusant d'être l'auteur du tract.

Et c'est ainsi que le Mercredi 7 janvier 1970 eut lieu la première séance du procès. Plusieurs centaines de lycéens s'étaient rassemblés devant les portes du Palais de Justice. Les légionnaires étaient présents, mais n'intervinrent pas.

La première séance démontra l'inanité du procès contre Pallas. Pourtant, une deuxième séance eut lieu, ajournée elle aussi. Cette fois les étudiants venus soutenir leur camarade Pallas, rejoignirent Baimbridge pour y faire un meeting.

Bientôt les agents des services de renseignements généraux prévenaient les "forces de l'ordre" et en un instant, plus de six cars de légionnaires armés arrivaient devant le lycée et s'y installaient, l'arme au poing.

Les lycéens fermèrent les grilles et continuèrent leur meeting qui regroupait plusieurs centaines de personnes et où fut dénoncée la tentative faite par le gouvernement de mettre au pas les élèves et les professeurs de Baimbridge, par l'entremise d'une marionnette utilisée en cette occasion, Roger MIRRE. Mettre au pas tout ceux qui dénoncent et s'élèvent contre le véritable scandale qu'est l'enseignement, voilà la seule chose dont est capable le gouvernement.

Si la moitié de la somme consacrée à payer l'énorme appareil de répression qui existe en Guadeloupe était consacrée à l'enseignement, il est sûr qu'il y aurait plus de matériel et plus de professeurs.

Mais c'est bien ce qui intéresse et dont se soucie le moins le gouvernement français, car il n'en tire aucun profit.

Cette politique délibérée et cette utilisation des "forces de l'ordre" amena les professeurs du lycée à décider, le jour même, une grève de 24 h. pour protester contre l'incurie du gouvernement, l'état lamentable des conditions d'enseignement, le manque de matériel et de professeurs, pour s'élever contre l'intervention des forces de l'ordre et pour réclamer la fin de ce "stupide procès".

Claire GOYA

MARTINIQUE:

NOUVEAU SCANDALE A L'HÔPITAL DE COLSON

Les syndicats du personnel - médecins et employés - de l'hôpital psychiatrique de Colson (Martinique) viennent de faire sortir un tract où sont relatées les conditions, plus que défavorables de travail : insuffisance de locaux, de matériel, personnel soignant inférieur de moitié à l'effectif nécessaire, qui obligent le personnel à fournir des efforts démesurés, pour accomplir tous les soins qu'exigent la santé des malades, à faire trop d'heures supplémentaires d'où le risque de surmenage et à s'occuper moins bien des malades.

Nous reproduisons, ci-dessous, des passages d'un tract publié par la section régionale du syndicat des médecins des hôpitaux psychiatriques et par le syndicat "Force ouvrière" des employés de l'hôpital.

"Depuis la création de l'hôpital Psychiatrique de Colson en 1954, la dotation en personnel soignant a toujours été faite au "compte gouttes" AU MEPRIS DES LOIS EXISTANTES (Arrêté du 5 février 1938). Le rapport nombre de malades pour un infirmier déterminé par cette loi, s'est démesurément agrandi : UN INFIRMIER DEVANT S'OCCUPER DESORMAIS DE DEUX FOIS PLUS DE MALADES QU'IL N'EST PRESCRIT.

Il est actuellement reconnu tant par l'administration de l'Hôpital Psychiatrique de Colson que par l'autorité de Tutelle UN MANQUE DE 94 INFIRMIERS, SOIT 50 POUR CENT DU PERSONNEL SOIGNANT EXISTANT "

"Savez-vous que fort souvent hélas, on trouve UN SEUL INFIRMIER (RE) EN SERVICE EN FACE DE 40, 50, 60, VOIRE MEME 80 MALADES... et ce, pendant 8, PARFOIS 16 HEURES D'AFFILEE ?"

.....
"On vous dira peut-être...

- patientez, on construira bientôt.
- que vos malades seront mieux couchés

MAIS LEUR SANTE DEPENDRA TOUJOURS DE LA QUALITE DES SOINS QU'ILS RECEVRONT, qui elles-même est directement FONCTION DE LA QUANTITE D'INFIRMIERS APPELES A L'ASSURER, TANT AU COURS DE LEUR SEJOUR A L'HOPITAL QUE CHEZ VOUS LORSQU'ILS VOUS SONT RENDUS. "

"Savez-vous que le syndicat du personnel de l'Hopital Psychiatrique de Colson, s'est retrouvé au terme de ses démarches en audience, le jeudi 15 janvier 1970, au cabinet du Prefet, où il s'est vu refusé tout espoir de voir améliorer la situation pénible que nous venons de vous exposer ?

EN CONSEQUENCE, il convient de s'attendre
DE LA PART DU PERSONNEL DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE COLSON A
UNE GREVE GENERALE ET ILLIMITEE QUI DEBUTERA LE LUNDI 2 FEVRIER
1970, A 6 HEURES."

IL Y A SIX ANS...

L'AFFAIRE DE DANJOIE

Il y aura bientôt six ans, une dizaine de paysans guadeloupéens de Danjoie (Petit-Canal) travaillant sur la propriété de SINGARIN, moyen propriétaire et sorte de despote féodal, étaient sévèrement et injustement condamnés à des peines diverses allant de six à quinze ans de réclusion, pour avoir tué SINGARIN et MIRCA, son garde particulier. Que s'était-il passé, en réalité ?

Ces paysans, tous colons et locataires, avaient cru devoir se fier à la loi du 2 Août 1961 et aux promesses faites par les politiciens de la Préfecture et la radio colonialiste qui déclaraient que les paysans pouvaient être ^{maîtres} de leurs terres et que les terres occupées par les colons et locataires ne pourraient être vendues en priorité qu'à ces derniers.

Quelque temps après, le litige entre SINGARIN et les paysans s'envenima. SINGARIN se déclarait propriétaire par un acte de vente de 1962 et exprima sa volonté de garder ses terres.

Les paysans soumièrent le litige aux autorités judiciaires, mais, en attendant la décision définitive, Singarin les harcela de façon criminelle. Il détruisait les cultures des paysans, en faisait traverser les champs semés par des tracteurs, détachait leurs bêtes et les conduisait en fourrière.

Par toutes sortes d'humiliations et d'injures, il provoquait les paysans de Danjoie et leurs familles. De plus, les ouvriers agricoles qu'il employait subissaient une exploitation des plus féroces, digne des temps les plus cruels du servage ; ils ne touchaient guère plus de 5,00 F. par jour et se nourrissaient de quelques "racines" en guise de déjeuner. Singarin était armé et ne se déplaçait pas sans son garde du corps Mirca, armé lui aussi. Tout se passait dans le plus grand silence des autorités colonialistes qui implicitement prenait fait et cause pour Singarin, et laissait se détériorer la situation pendant près de deux ans.

Exaspérés par ce silence coupable et par les provocations de Singarin, une dizaine de paysans, pour la plupart chef de famille nombreuse allèrent châtier Singarin et son âme damnée Mirca qui succombèrent tous les deux.

Des luttes comme celles de Danjoie prouvent la détermination et la combativité des paysans pauvres en Guadeloupe ; mais elles prouvent aussi, le manque d'organisation des paysans et le renoncement des partis ou organisations tels-le PCG, à entreprendre une lutte efficace aux côtés des paysans révoltés.

A l'époque seul le PCG aurait été capable d'entreprendre cette lutte, mais il s'est contenté de protestations verbales et d'articles de journaux : Dans un numéro d'Avril 1966, de l'Etincelle nous pouvons lire à propos de l'affaire Danjoie : "Ici même à l'Etincelle nous avons voulu prévenir la catastrophe et nous avons tiré la sonnette d'alarme en appelant l'administration au respect de la loi".

Voilà comment le PCG compte lutter pour les paysans pauvres en "tirant la sonnette d'alarme" comme on tire une chasse d'eau, en se limitant au terrain de la plus stricte légalité vis à vis de l'administration coloniale. Mais comment des gens qui se prétendent révolutionnaires peuvent-ils rester sur le terrain de la légalité avec une administration qui foule quotidiennement sa propre légalité ? Il aurait fallu entreprendre une action véritable, une mobilisation de l'ensemble des paysans pauvres de la guadeloupe et des ouvriers, manifester, entreprendre une immense prop agande pour empêcher la condamnation des paysans de Danjoie et exiger leur libération immédiate.

A l'heure qu'il est, les paysans de Danjoie sont toujours dans les geoles du pouvoir ; certains, ceux qui en avaient pour 6 ans seront libérés cette année, les autres devront encore payer pour leur courage et leur lutte ; mais les méthodes employés par les paysans prouvent aussi que, tant qu'une organisation leur fera défaut ils continueront à entreprendre ces actions en fait isolées et sans perspectives.

En effet, de par sa situation même, sa dispersion sur de petits lopins de terre séparés, les paysans restent en dehors des grandes organisations syndicales qu'à la classe ouvrière et sont amenés à lutter de façon plus individualiste que la classe ouvrière, par révolte sporadique ou sorte de jacquerie. Toute l'histoire des luttes paysannes dans le monde nous en fournit de multiples exemples des Jacquou en passant par les paysans russes.

La classe ouvrière reste la seule capable d'aider les paysans dans leurs luttes. La lutte des paysans aux Antilles, ne peut se concevoir que dans une stratégie globale de lutte de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir. Et si la classe ouvrière elle même est organisée au sein de son propre parti elle pourra dans le cours de sa lutte proposer aussi aux paysans pauvres une stratégie d'ensemble de lutte pour la possession des terres.

Les paysans de Danjoie ont montré que la paysannerie est capable de lutter contre les exploiters. Lorsque l'ensemble des paysans aura une véritable direction révolutionnaire représentée par les ouvriers organisés elle sera le plus sûr soutien de la révolution prolétarienne aux Antilles.

LES LUTTES OUVRIÈRES DE 1945 A LA GUADELOUPE

Les années 1944 - 45 sont des années de haute lutte pour la classe ouvrière guadeloupéenne. C'est en effet à cette époque que les travailleurs agricoles et industriels des sucreries de la Guadeloupe obtinrent leur convention collective, d'importantes augmentations de salaire.

C'est par un dur combat que les travailleurs arrachèrent ces satisfactions au patronat ; en effet, à Capesterre et dans toute la région, éclate une grande grève des travailleurs de l'industrie sucrière et des plantations.

L'un des bastions de la lutte était l'usine Marquisat, avec le syndicat "des artisans de la Fortune", dirigé par Auguste Ste Luce.

Le 30 Janvier 1945, plus de 1000 ouvriers descendent dans la rue pour exiger de Descamp et Jacquet, représentants du syndicat des fabricants du sucre, un certain nombre de revendications dont des augmentations élevées de salaire.

Devant la force et la détermination des ouvriers, les deux patrons représentants furent obligés d'écouter les délégués syndicaux des ouvriers, ce qu'ils refusaient de faire depuis des mois ; d'autant plus que partout, dans les champs, les ateliers, les ouvriers se regroupaient avec enthousiasme. Les dirigeants syndicaux de l'époque, en la personne de Ste Luce et de Félix Edinval, Ducadosse délégués de l'union départementale CGT, bénéficiaient du soutien de la grande majorité des ouvriers, et, pendant qu'ils négociaient avec Descamp près de 1 000 ouvriers manifestaient leur volonté de lutte dans la rue.

Finalement, un protocole d'accord fut signé qui spécifiait que les salaires des ouvriers étaient multipliés par 3,5 et 3,75, une ristourne devant être versée sur la canne aux planteurs.

Toute la classe ouvrière guadeloupéenne avait, là, remporté une victoire.

Les années d'après guerre 1945, 46, 47, furent marquées en

Guadeloupe par de dures luttes ouvrières, et, il faut, pour comprendre ces luttes, se replacer dans le contexte social et politique de l'époque.

Pendant toute la guerre, sous le régime de Vichy personnifié en Guadeloupe par le dictateur gouverneur Sorin, la classe ouvrière guadeloupéenne fut exploitée de la façon la plus éhontée de toute son histoire depuis le début du siècle. L'arbitraire le plus total régnait en Guadeloupe, les fusillades contre les jeunes qui manifestaient leur opposition à ce régime étaient nombreuses. Les classes populaires en avaient assez et on peut dire que si elles avaient été dotées d'une véritable organisation révolutionnaire, tout aurait pu être possible. Seulement, les dirigeants "communistes" et syndicaux de l'époque même si certains tel Ste Luce ne manquaient pas de combativité et ont marqué leur temps, ils n'ont jamais porté le combat véritablement sur le terrain Anti-colonialiste et révolutionnaire, se contentaient de mot d'ordre anti-fasciste, anti-vichyssois et se trouvaient en fait à la remorque du gaullisme.

Mieux, certains composaient même implicitement avec le pouvoir colonial Lacavé, tout jeune bureaucrate à l'époque ne s'était-il pas vu sollicité par le gouverneur Pierre affolé pour entreprendre une démarche à la mairie de Capesterre où les délégués de l'U.D. - CGT et la population avaient conduit Descamp ? L'Etincelle elle-même le dit avec fierté (le ridicule ne tue pas).

Mais, les victoires de 1945 et plus particulièrement celle du 30 janvier 1945 resteront dans le patrimoine de la classe ouvrière guadeloupéenne comme ses propres victoires dues à sa seule combativité.

Elle saura se servir de cette expérience pour les luttes à venir.

MARIANNE TIBUS

MOYEN - ORIENT: UN SIGNE INQUIÉTANT POUR L'AVENIR

par JACQUES BRUEL

Le Moyen-Orient devient le théâtre d'affrontements de plus en plus violents et sanglants entre Israéliens et Arabes, Egyptiens plus particulièrement, et de l'action des commandos Palestiniens. En même temps, il est une bonne aubaine pour les grandes puissances qui voient là le moyen de placer leurs pions le mieux possible.

Depuis quelque temps, on assiste à une recrudescence inouïe des attaques israéliennes contre des positions égyptiennes et des commandos palestiniens. Après l'incursion sanglante de l'infanterie et de l'aviation israélienne en Jordanie pour détruire une base de fedayin, après les bombardements de plus en plus fréquents d'objectifs militaires à proximité du Caire, ce sont maintenant des objectifs civils que les Israéliens bombardent avec morgue et sans scrupule.

C'est ainsi que, jeudi dernier, l'usine métallurgique d'Abou Zaabal était bombardé faisant 70 morts et des dizaines de blessés. En fait, Israël, fort de l'appui des grandes puissances et, en particulier des USA, fort de leur supériorité militaire et technique, nargue de plus en plus les pays Arabes et Nasser en particulier. Face à cette pression militaire, la R.A.U. et les pays arabes n'ont pu jusqu'à présent établir une véritable politique commune de lutte contre Israël. C'est que, en fait, les dirigeants de ces pays ne veulent pas mener cette lutte ; non seulement parce qu'ils sont encore rattachés par mille liens à l'impérialisme et aux U.S.A., mais encore parce qu'ils seraient obligés de mobiliser l'ensemble des masses populaires de leur pays contre Israël. Cela ils ne peuvent le faire sans se heurter à la bourgeoisie et aux féodaux dont ils sont les représentants même lorsqu'ils se camouflent derrière un "anti impérialisme" trompeur. D'ailleurs le caractère Anti-peuple et anti-ouvrier de ces pays notamment en Egypte est clair. Combien de grèves ouvrières Nasser n'a-t-il pas réprimées dans le sang ?

Ainsi, Israël, par ses attaques de plus en plus répétées contre l'Egypte met Nasser dans l'embarras car les masses égypt-

tiennes sont en colère, elles réclament une politique plus dure vis-à-vis d'Israël. Les dernières manifestations de masse du Caire le prouvent bien d'autant plus que ces masses ne sont pas prêtes d'oublier l'échec de l'armée égyptienne après la guerre des 6 jours.

Quant aux palestiniens dont une partie est organisée au sein des commandos de l'O.L.P.,^{ils} constituent une force non négligeable et qui tend à s'affirmer de plus en plus nationalistes, luttant pour la création d'un Etat palestinien et la reconnaissance des droits palestiniens; ils bénéficient de la sympathie et de l'aide de la majorité de la population arabe d'Israël et des pays arabes, pour qui un Yasser Arafat chef des commandos d'El fath apparaît comme le véritable dirigeant du nationalisme palestinien.

Les commandos palestiniens sont maintenant une force avec laquelle Israël et les pays arabes devront compter; la façon avec laquelle ils viennent de contraindre Hussein de Jordanie à revenir sur ses positions quant aux conditions réglementant le maintien des Fedayins sur son territoire, en est une preuve manifeste.

Mais, le conflit actuel ne pourra régler véritablement les problèmes qui se posent. Israël a réalisé l'union sacrée des classes populaires et de sa bourgeoisie contre les pays arabes, au nom du théocratisme, du fanatisme religieux et par une propagande raciste.

Le peuple juif est sensible aux arguments tels que : on veut détruire l'Etat juif, exterminer tous les juifs, faire disparaître le judaïsme etc..

De leur côté les dirigeants arabes ont entrepris une propagande non moins criminelle en s'en prenant trop souvent à l'Etat d'Israël en tant que tel et au peuple juif en tant que tel. Et même si, en cas de conflit ouvert les révolutionnaires se devront de soutenir les pays arabes, ils n'en devront pas moins continuer à critiquer la politique étrangère aux intérêts du prolétariat de leurs pays. De toute façon, la politique de destruction d'Israël et de "rejet" des israéliens à la mer n'aboutirait à rien et même si les palestiniens arrivaient à créer un Etat (ce qui est fort peu probable vu la détermination d'Israël à les en empêcher coûte que coûte), les problèmes continueraient à se poser.

Tel qu'il se déroule, le conflit est insoluble, chaque communauté, arabe, juive ou palestinienne, est persuadé que la lutte qu'elle mène est une lutte juste. La seule solution serait la création d'un Etat dirigé par les travailleurs juifs et palestiniens avec le soutien des travailleurs des pays arabes luttant contre leur propre bourgeoisie, un Etat où les intérêts sociaux, économiques et culturels de chaque nationalité seraient préservés et où les différentes communautés pourraient s'épanouir librement. Cette solution, exige d'abord la création d'organisations véritablement prolétarienne est moins utopique en fait que celle qui passe par la continuation du conflit actuel. En effet, seule une solution socialiste au conflit pourrait éviter que le moyen-orient ne devienne une des batailles précédant une déflagration mondiale. Car le moyen-orient, ne l'oublions pas, est devenu un excellent marché pour les marchands de canon capitalistes français, anglais et américains; les livraisons d'avions U.S. phantom à Israël et de mirages français à la Lybie le prouve bien. Ce conflit est un signe inquiétant, et peut-être le prélude d'une 3ème guerre mondiale.